

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 13/02/2023 de l'établissement ENEBIO implanté 80 Rue Roque de Fillol 92800 Puteaux, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Prévention des accidents et des pollutions – Généralités - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 article : 15 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Prévention des accidents et des pollutions – Généralités - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 article : 16 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Risque incendie - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008 article : I.4.6 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 31/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENEBIO

33 PL DES COROLLES
TOUR EUROPE
92099 PARIS LA DEFENSE CEDEX
92400 Courbevoie

Références : 30742
Code AIOT : 0006506320

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement ENEBIO implanté 80 Rue Roque de Fillol 92800 Puteaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENEBIO
- 80 Rue Roque de Fillol 92800 Puteaux
- Code AIOT : 0006506320
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Enebio (Dalkia) exploite une installation de combustion d'une puissance totale de 48,8 MW sur le territoire de la commune de Puteaux. Cette installation relève de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2007-101 du 11/07/07. La société Enebio a repris l'exploitation de cette installation au mois de novembre 2021. Elle dispose également de deux citernes de stockage de fioul domestique, combustible de secours utilisé en cas de défaut d'alimentation en gaz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques ;
- Risques incendie ;
- Equipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des accidents et des pollutions – Généralités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Prévention des accidents et des pollutions – Généralités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I.4.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	/	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions – Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	/	Sans objet
5	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet
6	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	/	Sans objet
7	Dispositions d'exploitation – émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 04/08/2018, article 58	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Dispositions d'exploitation – émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	/	Sans objet
10	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
11	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	/	Sans objet
12	Analyse du compte rendu d'inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
13	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
14	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
15	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
16	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
17	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
18	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
19	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé trois non-conformités qui concernent la thématique produits chimiques et le risque incendie. L'exploitant devra mettre en conformité l'inventaire des produits chimiques qu'il détient et préciser les moyens mis en place pour maîtriser les écoulement des eaux d'extinction d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Produits chimiques, Localisation des risques.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan général des ateliers qui indiquent les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks de produits dangereux et FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité, des produits chimiques qu'il détient. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux. En revanche, le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus est incomplet. D'une part, il ne mentionne pas la substance chimique BWT SH 2002 (soude), utilisé pour le traitement des circuits vapeur et chauffage et d'autre part, le registre ne mentionne pas la quantité restante mais la quantité maximale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ; 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, de deux RIA alimentés à la source par une canalisation d'eau de diamètre DN100. La distance entre les deux RIA est inférieure à 150 mètres. De 54 extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation qui contiennent de la poudre, de l'eau ou de la neige carbonique selon les surfaces. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Le dernier rapport de contrôle de conformité réalisé par Chubb es daté du 22/08/22.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions – Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'installation est équipée de détecteurs de gaz situés au plafond et au dessus de chaque chaudière, de détecteurs de fumée d'incendie et de détecteurs de flammes. Toutes les alertes sont remontées dans la salle de contrôle. En dehors des horaires de bureau, si une alarme est déclenchée alors un appel est passé automatiquement à un agent d'astreinte disponible pour se rendre sur place. Ces équipements sont contrôlés régulièrement, tous les ans concernant les détecteurs d'incendie et tous les six mois pour les autres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Règles générales : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. II. Contrôle des appareils de combustion : Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les appareils de combustion sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'inspection des installations classées constate que ces équipements sont contrôlés régulièrement, tous les ans concernant les détecteurs d'incendie et tous les six mois pour les autres. Le dernier contrôle périodique de la centrale de détection d'incendie date du 06/04/22. Le dernier contrôle périodique de la centrale de détection de gaz date du 06/10/22. Les deux contrôles périodiques ont été réalisés par DMAE France. Aucune anomalie est à signaler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de coupure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Réseaux d'alimentation en combustible : Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Chacune de ces vannes est asservie à des capteurs de détection de gaz redondants et à un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Le seuil de ce pressostat est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. Un système permettant la coupure de l'alimentation en combustible gazeux est asservi à au moins un des paramètres suivants : - mesure de pression basse et haute en entrée de la chambre de combustion ; - rapport air/combustible ; - présence de flamme ; - une température anormale dans la chambre de combustion. [...]</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées constate que l'installation dispose d'un dispositif de coupure d'alimentation en gaz. Il est situé à l'extérieur de l'établissement, facilement accessible et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. L'inspection constate que la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant déclare que ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée et que chacune de ces vannes est asservie à des capteurs de détection de gaz redondants et à un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. De même, si un incendie se déclare à l'intérieur de l'installation alors les détecteurs de flammes ou de fumées entraînent l'arrêt de l'alimentation en gaz.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions d'exploitation – émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2018, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux « installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe », dont les chaudières.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de conformité des rejets atmosphériques de son installation réalisé par l'Apave et daté du 31/03/22. Aucune non-conformité n'a été relevée. Seules les rejets atmosphériques des chaudières n°1, 2 et 4 ont été mesurés. La chaudière n° 3 est actuellement à l'arrêt et en réparation pour une durée indéterminée. Les points de rejets contrôlés respectent les valeurs limites d'émission des polluants prescrits à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 03/08/18.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions d'exploitation – émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission – autres polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. HAP 0,1 mg/Nm3. II. COVNM 110 mg/Nm3 en carbone total. V. NH3 VI. Métaux
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de conformité des rejets atmosphériques de son installation réalisé par l'Apave et daté du 31/03/22. Aucune non-conformité n'a été relevée. Seules les rejets atmosphériques des chaudières n°1, 2 et 4 ont été mesurés. La chaudière n° 3 est actuellement à l'arrêt et en réparation pour une durée indéterminée. Les points de rejets contrôlés respectent les valeurs limites d'émission des polluants prescrits à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 03/08/18.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie ; [Ces consignes sont exigibles depuis le 01/06/22]
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les consignes décrivant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Pour rappel, cette prescription est exigible depuis le 01/06/22.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant tient une liste des équipements sous pression non conformes à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/17. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R.557-14-1 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection des installations classées a contrôlé le suivi en exploitation de l'équipement suivant : <ul style="list-style-type: none">• Un récipient d'air comprimé (équipement n°1 dans la suite du rapport), constructeur Creyssensac, n° 82645 mis en service en 1972, de pression maximale en service de 15,5 bars et d'un volume de 3000 L.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'attestation de requalification périodique de l'équipement n°1. L'organisme agréé Apave a réalisé les inspections périodiques. Il est daté et signé électroniquement par la personne ayant réalisé l'inspection périodique et mentionne les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. Le rapport conclut que l'équipement peut être maintenu en service. Pour rappel, l'opération de requalification périodique vaut inspection périodique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : L'exploitant Enebio a repris l'exploitation de cette installation au mois de novembre 2021. Il a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de la dernière inspection périodique réalisée à la demande de l'ancien exploitant Cicéo.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport de la dernière requalification périodique de l'équipement n°1. L'organisme agréé Apave a réalisé la requalification périodique de l'équipement n°1 le 09/02/23. Le rapport, daté et signé électroniquement conclut que l'équipement peut être maintenu en service. L'inspection des installations classées rappelle que la périodicité des requalifications périodiques pour ces types d'équipement est de 10 ans conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20/11/17.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. <p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'échéance de la requalification périodique de l'équipement contrôlé est respectée. L'inspection des installations classées rappelle que la périodicité des requalifications périodiques de ce type d'équipement est de 10 ans conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20/11/17.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées constate que la plaque d'identification de l'équipement n°1 est présente et lisible. La date de la dernière requalification périodique du 09/02/23 est inscrite sur la plaque. Elle mentionne, entre autres, la pression maximale en service, le volume de l'équipement et sa date de fabrication.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'équipement n°1 est visuellement en bon état sans trace de corrosion ou de déformation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'équipement n°1 est équipé d'une soupape de sécurité, visible, en bon état qui mentionne la pression de tarage de 15,5 bars égale à la pression maximale en service de l'équipement n°1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : L'inspection des installations classées constate que la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval " est bien inscrite sur la plaque d'identification de l'équipement n°1 et qu'elle correspond à la date mentionnée sur l'attestation de requalification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet